

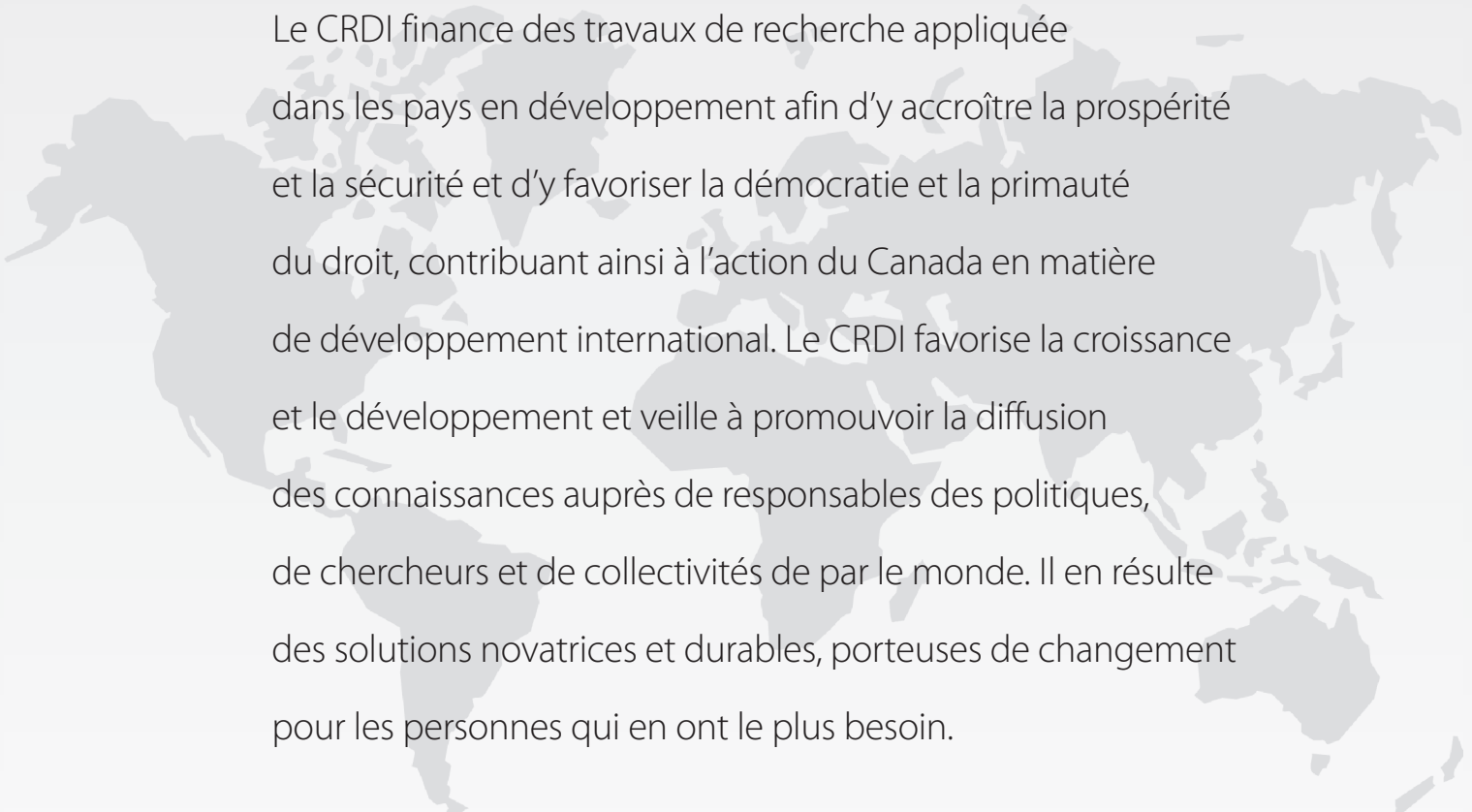


Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 juin 2015

CRDI

De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 3 Introduction
- 3 Résultats
- 4 Vue d'ensemble consolidée
- 10 Évolution de la situation du Centre
- 10 Gestion du risque
- 11 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS

- 12 Déclaration de responsabilité de la direction
- 13 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 14 État intermédiaire résumé du résultat global
- 15 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 16 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 17 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

Analyse de la direction

Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2015. Le Centre a préparé le présent rapport conformément au paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

L'information financière présentée dans le présent document, de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 12). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2014-2015* s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, à moins d'indication contraire.

Résultats

Figure 1 : APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin)

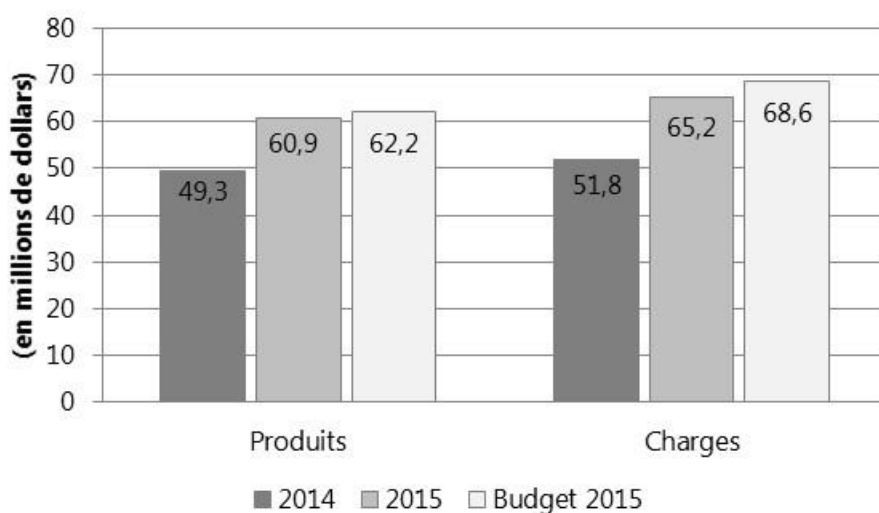


TABLEAU 1 : APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2015-2016
	Réalisations 2014	Réalisations 2015		
Produits	10 579	22 370	111.5%	73 727
Charges	51 773	65 211	26.0%	258 060
Coûts d'exploitation	(41 194)	(42 841)	(4.0%)	(184 333)
Crédit parlementaire	38 753	38 500	(0.7%)	183 478
Résultats d'exploitation nets	(2 441)	(4 341)	(77.8%)	(855)

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 2 : PRODUITS

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2015-2016
	2014	2015			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Crédit parlementaire	38 753	38 500	38 500	(0,7%)	183 478
Contributions de bailleurs de fonds	10 453	23 568	22 286	113,2%	73 223
Produits financiers et autres produits	126	132	84	(33,3%)	504
Total des produits	49 332	62 200	60 870	23,4%	257 205

Les produits du Centre comprennent un crédit parlementaire, des contributions de bailleurs de fonds et des produits provenant d'autres sources (qui comprennent le rendement tiré des placements et divers autres produits).

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2015, le **crédit parlementaire** reçu a légèrement diminué (soit 0,7 %) pour atteindre 38,5 millions de dollars comparativement à 38,8 millions de dollars à la même période en 2014-2015 (se reporter au tableau 2). La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin a diminué de 2,6 millions de dollars (soit de 8,9 %) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux variations saisonnières des besoins de financement qui déterminent le montant du prélèvement demandé sur le crédit parlementaire. La hausse de 2,3 millions de dollars (soit 23,5 %) du montant réel du cumul à ce jour de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est attribuable aux versements ayant trait au Fonds d'innovation pour le développement (FID).

TABLEAU 3 : CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Budget 2015-2016
	Réalisations 2014	Réalisations 2015	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	28 904	26 334	(8,9%)	136 006
Partie non récurrente	9 849	12 166	23,5%	47 472
Portion du crédit reçue	38 753	38 500	(0,7%)	183 478
Portion du crédit comptabilisée	38 753	38 500	(0,7%)	183 478
Portion du crédit à recevoir	149 271	144 978	(2,9%)	-

Le tableau 4 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2015.

TABLEAU 4 : UTILISATION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Budget 2015-2016
	Réalisations 2014	Réalisations 2015	
Total des charges	51 773	65 211	258 060
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	10 453	22 286	73 223
Renflouement de la réserve financière	41 320	42 925	184 838
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-
	(31)	(404)	1 229
Somme totale nécessaire	41 289	42 521	186 067
Crédit parlementaire	38 753	38 500	183 478
Somme non utilisée (manque à gagner)	(2 536)	(4 021)	(2 588)

Pour la période qui a pris fin le 30 juin 2015, la somme totale nécessaire a été supérieure de 4 millions de dollars au prélèvement fait sur le crédit parlementaire, en raison de l'écart temporel entre le moment où les sommes ont été engagées et celui où les fonds ont été encaissés. La demande de prélèvement de juillet a tenu compte de la nécessité de compenser ce manque à gagner au premier trimestre de l'exercice. Le manque à gagner prévu de 2,6 millions de dollars pour l'exercice 2015-2016 au tableau 4 sera couvert par les capitaux propres non affectés du 31 mars 2015 (se reporter au tableau 8).

Pour le premier trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds** se sont élevées à 22,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 113,2 % (se reporter au tableau 2) par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2014-2015, alors qu'elles étaient de 10,5 millions de dollars. Les contributions de bailleurs de fonds, reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges, ci-dessous). Au cours du trimestre, les produits provenant des contributions des bailleurs de fonds sont près de la cible, l'écart étant de 1,3 million de dollars, ce qui est principalement dû au fait que les débours relatifs à quelques programmes pluriannuels d'envergure ont été retardés.

Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques, soit la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

TABLEAU 5 : CHARGES

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin				Budget 2015-2016
	2014	2015		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	27 954	31 908	30 632	9,6%	131 355
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	8 417	20 249	19 198	128,1%	61 193
Renforcement des capacités de recherche	8 498	9 409	8 223	(3,2%)	37 733
Éléments complémentaires de la recherche	2 049	2 002	2 104	2,7%	8 026
	46 918	63 568	60 157	28,2%	238 307
Services généraux et administratifs	4 855	4 995	5 054	4,1%	19 753
Total des charges	51 773	68 563	65 211	26,0%	258 060

Les charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire ont été inférieures aux prévisions budgétaires pour la période de trois mois et supérieures aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse d'un exercice à l'autre est directement attribuable aux charges afférentes au Fonds d'innovation pour le développement (FID) (se reporter au tableau 6).

TABLEAU 6 : PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE

	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2015-2016
	2014	2015			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Projets de recherche	19 724	19 380	19 284	(2,2%)	87 484
Fonds d'innovation pour le développement	8 230	12 528	11 348	37,9%	43 871
Total financé par le crédit parlementaire	27 954	31 908	30 632	9,6%	131 355

Le tableau 6 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire mentionnées au tableau 5. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires des projets de recherche est considéré comme acceptable compte tenu des facteurs qui influent sur l'établissement du budget. Les versements ayant trait au FID sont inférieurs de 1,2 million de dollars à ce qui était prévu au budget.

Les charges réelles au titre des projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds sont inférieures à ce qui était prévu au budget, car les dépenses relatives à quelques programmes d'envergures s'étalant sur plusieurs années ont été retardées et à cause d'un retard dans la signature d'une entente pluriannuelle. L'écart devrait être réduit d'ici la fin de l'exercice financier. La hausse d'un exercice à l'autre pour le trimestre était attendue, donc les prévisions budgétaires pour l'exercice financier sont supérieures aux réalisations de l'exercice financier 2014-2015.

Il y a une baisse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent au chapitre des **charges afférentes aux capacités de recherche**. La baisse observée dans les réalisations ainsi que les charges inférieures aux prévisions budgétaires s'expliquent par une diminution des déplacements et un recours moindre aux services professionnels que ce qui était prévu. D'autres économies s'expliquent par des salaires et avantages sociaux moindres en raison de postes temporairement vacants et des restrictions en matière de dotation.

Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, il y a eu une hausse de 2,7 % des **charges au titre de la composantes éléments complémentaires de la recherche** au cours de la période qui a pris fin le 30 juin 2015 (se reporter au tableau 5). Cette hausse de même que le léger écart observé entre le cumul prévu au 30 juin 2015 et les réalisations sont reliés au moment où les activités sont exécutées au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux **services généraux et administratifs**, les charges réelles pour le premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2015 ont été légèrement plus élevées que celles du trimestre qui avait pris fin le 30 juin 2014. Au 30 juin 2015, l'écart par rapport aux prévisions budgétaires est de 1,2 %, ce qui est minime (se reporter au tableau 5).

Situation financière

TABLEAU 7. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

(en milliers de dollars)	Jun 2015	Mars 2015	Écart en %
Courants	51 452	75 547	(31,9%)
Non courants	9 439	9 518	(0,8%)
Total des actifs	60 891	85 065	(28,4%)
Courants	39 049	57 036	(31,5%)
Non courants	5 658	7 504	(24,6%)
Total des passifs	44 707	64 540	(30,7%)

Au 30 juin 2015, les **actifs** totaux avaient diminué de 28,4 % (passant de 85,1 millions de dollars à 60,9 millions) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2015. La baisse des actifs courants a surtout trait à la trésorerie et découle de l'utilisation des contributions de bailleurs de fonds et de la réduction des capitaux propres non affectés (voir le tableau 9, Sommaire des flux de trésorerie). Ce type de réduction des actifs est normal au premier trimestre de l'exercice.

Le **passif total** a diminué de 19,8 millions de dollars (ou 30,7 %) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2015, en raison de la diminution du passif au titre des produits reportés pour les projets et programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds.

TABLEAU 8 : CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2015-2016
	2014	2015			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Non affectés	(2 078)	(2 439)	(36)	(98,3%)	363
Affectés à l'interne	1 114	1 123	1 122	0,7%	1 118
Nets investis en immobilisations	10 573	9 597	9 439	(10,7%)	9 226
Réservés	4 549	5 881	5 659	24,4%	4 580
Total des capitaux propres	14 158	14 162	16 184	14,3%	15 287

Les **capitaux propres affectés à l'interne** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales s'élevaient pratiquement au même montant qu'au début de l'exercice. Comme cela était précisé dans le *Rapport annuel 2014-2015*, les capitaux propres affectés à l'interne sont entièrement destinés à la bourse John G. Bene en foresterie communautaire, à perpétuité.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 9,4 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette partie des surplus accumulés compense les charges d'amortissement futures des immobilisations. Les actifs en contrepartie ne sont pas des liquidités, mais ils correspondent à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

Au 30 juin 2015, les capitaux propres **réservés** étaient supérieurs de 24,4 % à ce qu'ils étaient à la même date en 2015. Les capitaux propres réservés mettent de côté 3 % de la partie récurrente du crédit parlementaire annuel pour amortir les fluctuations des charges afférentes aux programmes qui surpassent les niveaux prévus au budget. Pour l'instant, la réserve comprend aussi 1,6 million de dollars pour l'initiative de remplacement des systèmes de planification des ressources d'entreprise et le remplacement de la plateforme logicielle du site Web.

Les capitaux propres **non affectés** correspondent au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Le solde correspond à l'écart entre le moment prévu pour les charges reliées aux projets et celui où elles ont réellement été engagées et entre le moment prévu pour les produits provenant du crédit parlementaire et celui où ils ont réellement été comptabilisés (se reporter au tableau 4).

Flux de trésorerie

TABEAU 9 : SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin		Écart d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2014	Réalisations 2015	
Résultats d'exploitation nets	(2 441)	(4 341)	(1 900)
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(12 731)	(15 884)	(3 153)
Sorties de fonds liés aux activités d'exploitation	(15 172)	(20 225)	(5 053)
Achats de placements	(9 938)	(9 960)	(22)
Placements arrivés à échéance	4 953	9 958	5 005
Autres	(305)	(404)	(99)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(5 290)	(406)	4 884
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(20 462)	(20 631)	(169)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	43 364	49 613	6 249
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	22 902	28 982	6 080

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2015, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 20,2 millions de dollars. Cette baisse des liquidités résulte d'une diminution des créances et des charges à payer au premier trimestre, ce qui est habituel à ce moment de l'exercice, ainsi que d'une réduction des produits reportés et des créditeurs.

Les flux de trésorerie des **activités d'investissement** pour les trois mois qui ont pris fin le 30 juin 2015 ont légèrement diminué du fait que les achats de placements et les placements arrivés à échéance sont presque les mêmes. On peut le constater dans l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie, à la page 16. Il y a lieu de noter que la majorité des liquidités et des placements dont le Centre disposait en date du 30 juin sont contrebalancés par les contributions de bailleurs de fonds non dépensées.

Évolution de la situation du Centre

Shainoor Khoja, du Canada, et Uri Rosenthal, des Pays-Bas, ont été nommés membres du Conseil des gouverneurs du CRDI pour un mandat de trois ans.

Gestion du risque

Il n'y a eu aucun changement important en ce qui concerne les risques d'ordre organisationnel par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2014-2015*.

Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le Centre sont les mêmes que ceux qui sont décrits dans le *Rapport annuel 2014-2015*.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 juin 2015 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

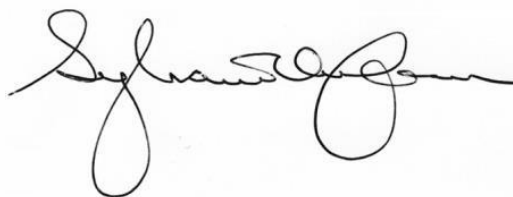
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph.D.

Le vice-président, Ressources, et chef
de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada
Le 5 août 2015

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

au

	<u>30 juin 2015</u>	<u>31 mars 2015</u>
Actifs		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 982	49 613
Placements	10 969	10 968
Créances et frais payés d'avance	<u>11 501</u>	<u>14 966</u>
	51 452	75 547
Non courants		
Immobilisations corporelles	6 823	6 855
Immobilisations incorporelles	<u>2 616</u>	<u>2 663</u>
	<u>60 891</u>	<u>85 065</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	13 857	25 315
Produits reportés (note 5)	<u>25 192</u>	<u>31 721</u>
	39 049	57 036
Non courants		
Produits reportés (note 5)	1 633	3 381
Avantages du personnel	<u>4 025</u>	<u>4 123</u>
	<u>44 707</u>	<u>64 540</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(36)	4 114
Affectés à l'interne	1 122	1 123
Nets investis en immobilisations	9 439	9 518
Réservés	<u>5 659</u>	<u>5 770</u>
	<u>16 184</u>	<u>20 525</u>
	<u>60 891</u>	<u>85 065</u>

Engagements (note 8)

Éventualités (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Produits		
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	22 286	10 453
Produits financiers et autres produits	84	126
	<u>22 370</u>	<u>10 579</u>
Charges		
Programmation en recherche pour le développement (note 10)		
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	30 632	27 954
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	19 198	8 417
Renforcement des capacités de recherche	8 223	8 498
Éléments complémentaires de la recherche	2 104	2 049
	<u>60 157</u>	<u>46 918</u>
Services généraux et administratifs (note 10)		
Services généraux	4 267	4 001
Administration des bureaux régionaux	787	854
	<u>5 054</u>	<u>4 855</u>
Total des charges	<u>65 211</u>	<u>51 773</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(42 841)	(41 194)
Crédit parlementaire (note 7)	<u>38 500</u>	<u>38 753</u>
Résultats d'exploitation nets	<u>(4 341)</u>	<u>(2 441)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	4 114	214
Résultats d'exploitation nets	(4 341)	(2 441)
Virements provenant d'autres catégories de capitaux propres	191	149
Solde à la fin de la période	<u>(36)</u>	<u>(2 078)</u>
Capitaux propres affectés à l'interne		
Au début de la période	1 123	1 117
Diminution nette	(1)	(3)
Solde à la fin de la période	<u>1 122</u>	<u>1 114</u>
Capitaux propres nets investis en immobilisations		
Au début de la période	9 518	10 688
Diminution nette	(79)	(115)
Solde à la fin de la période	<u>9 439</u>	<u>10 573</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	5 770	4 580
Diminution nette	(111)	(31)
Solde à la fin de la période	<u>5 659</u>	<u>4 549</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u>16 184</u>	<u>14 158</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	2015	2014
Activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	(4 341)	(2 441)
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	483	420
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	1	—
Avantages du personnel	(98)	(73)
	386	347
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie		
Créances et frais payés d'avance	3 465	(8 752)
Créditeurs et charges à payer	(11 458)	(7 543)
Produit reportés	(8 277)	3 217
	(16 270)	(13 078)
Sorties de fonds liés aux activités d'exploitation	(20 225)	(15 172)
Activités d'investissement		
Achat de placements	(9 960)	(9 938)
Placements arrivés à échéance	9 958	4 953
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(404)	(305)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(406)	(5 290)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(20 631)	(20 462)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	49 613	43 364
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	28 982	22 902
Composés de		
Trésorerie	28 982	21 404
Équivalents de trésorerie	—	1 498
	28 982	22 902

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audité)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2015

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en vertu des normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2015. Les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2015.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

4. Normes comptables nouvelles et révisées

Le CNCI a publié certaines modifications et améliorations qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Ces modifications et améliorations ne concernaient pas la période annuelle du Centre qui a débuté le 1^{er} avril 2015.

5. Produit reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2015</u>	<u>31 mars 2015</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Produits courants	25 192	31 721
Produits non courants	1 633	3 381
	<u>26 825</u>	<u>35 102</u>

6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent ainsi entre les différents bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2015</u>	<u>30 juin 2014</u>
Department for International Development du Royaume-Uni	12 521	3 312
Fondation William et Flora Hewlett	3 643	1 081
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	2 680	4 506
Australian Centre for International Agricultural Research	1 374	47
Banque mondiale	763	—
Agence norvégienne de coopération au développement	538	286
Fondation Bill et Melinda Gates	504	1 049
Autres organismes bailleurs de fonds	263	172
	<u>22 286</u>	<u>10 453</u>

7. Crédit parlementaire

	<u>30 juin 2015</u>	<u>30 juin 2014</u>
Crédit parlementaire annuel	183 500	188 020
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	(38 500)	(38 753)
Crédit parlementaire disponible pour l'exercice en cours	<u>145 000</u>	<u>149 267</u>

8. Engagements

a. Engagements au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 297,9 millions de dollars (315,3 millions au 31 mars 2015) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 166,1 millions de dollars (182 millions au 31 mars 2015) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 131,8 millions de dollars (133,3 millions au 31 mars 2015) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2015</u>	<u>31 mars 2015</u>
D'ici un an	150 456	162 210
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	147 455	153 136
Total des versements à effectuer	<u>297 911</u>	<u>315 346</u>

b. Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 juin 2015, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants :

	<u>30 juin 2015</u>	<u>31 mars 2015</u>
D'ici un an	8 724	9 019
Dans plus d'un an mais, pas plus de cinq ans	31 746	32 021
Dans plus de cinq ans	18 588	20 511
Total des paiements à effectuer	<u><u>59 058</u></u>	<u><u>61 551</u></u>

9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

10. Tableau des charges

	<u>30 juin 2015</u>	<u>30 juin 2014</u>
Programmation en recherche pour le développement		
Contributions aux projets de recherche	48 907	34 915
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 168	6 464
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 257	1 310
Locaux	1 050	1 116
Déplacements	750	880
Services professionnels	565	863
Réunions et conférences	372	326
Amortissement	319	277
Charges liées aux projets cofinancés ^a	370	386
Autres	399	381
	<u><u>60 157</u></u>	<u><u>46 918</u></u>
Services généraux et administratifs		
Salaires et avantages	3 086	3 300
Locaux	607	601
Fournitures de bureau et charges connexes	256	294
Mobilier de bureau, matériel et entretien	250	108
Amortissement	164	143
Services professionnels	123	81
Déplacements	75	66
Autres	493	262
	<u><u>5 054</u></u>	<u><u>4 855</u></u>
Total des charges	<u><u>65 211</u></u>	<u><u>51 773</u></u>

^a Il s'agit des coûts directement liés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre des projets et de programmes cofinancés. Les charges à ce titre s'élèvent à 1 627 \$ pour le trimestre (1 696 \$ au 30 juin 2014).

COORDONNÉES

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE
CP 8500
Ottawa ON Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE
150, rue Kent
Ottawa ON Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163
Télécopieur : 1 613 238 7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à www.crdi.ca.

Ce document est consultable en ligne à www.crdi.ca.

crdi.ca